



Sociétés opaques

Pourquoi les sociétés écrans sont un obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté et ce qu'il faudrait faire



Photo: AP/Schalk van Zuydam

Les sociétés écrans opaques permettent à des politiciens corrompus de détourner des fonds publics qui pourraient servir à des écoles, des hôpitaux et autres services essentiels.

Quel est le problème?

Les blanchisseurs de capitaux, les politiciens corrompus, les terroristes, les trafiquants d'armes, les trafiquants de drogue et les fraudeurs fiscaux comptent tous sur deux éléments pour leurs transferts d'argent sale : des structures d'entreprise qui leur permettent de dissimuler leur identité, ainsi que des banques et autres professionnels disposés à faire des affaires avec eux. À l'heure actuelle, ces deux éléments ne sont que trop facilement disponibles.

« L'opacité des sociétés n'est pas involontaire : elle est le résultat cumulatif des efforts soutenus de certains cerveaux professionnels parmi les plus brillants de la planète. Ces gens devraient être morts de honte. »

Paul Collier, économiste du développement¹

PREMIER PROBLÈME : Les sociétés écrans opaques facilitent la corruption qui maintient les pays pauvres dans la pauvreté

“ La corruption compte parmi les plus gros obstacles au développement économique et social.”

La Banque mondiale²

La question de l'identité cachée des propriétaires d'entreprise est devenue un sujet politique brûlant dernièrement. Lors du G8 de 2013 qui s'est tenu en Irlande du Nord, les dirigeants du G8 ont promis de prendre quelques premières mesures pour gérer le problème. Le Royaume-Uni s'est engagé à créer un registre central des vrais propriétaires finaux des entreprises britanniques et a annoncé en octobre 2013 que les informations relatives aux propriétaires réels ou « effectifs » seront rendues publiques pour tout un chacun – c'est la première fois dans l'histoire qu'un pays fait cela. La France a indiqué qu'elle avait l'intention de faire de même. Un certain nombre de territoires britanniques d'outremer, dont les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïmans, ainsi que Jersey, dépendance de la Couronne britannique, se sont engagés à mener des consultations sur l'éventuelle mise de l'identité des bénéficiaires effectifs dans le domaine public. L'Union européenne envisage également d'adopter des mesures similaires.³

Des initiatives de ce genre pourraient avoir un impact majeur sur les efforts visant à s'attaquer à la pauvreté. Dans un avenir prévisible, les paiements effectués pour le pétrole, les minerais et autres ressources naturelles constitueront le principal afflux de richesses vers l'Afrique. En 2010, la valeur des exportations de pétrole et de minerais en provenance d'Afrique s'est élevée à 333 milliards de dollars, soit six fois plus que la valeur des produits agricoles exportés (55 milliards de dollars) et près de sept fois la valeur de l'aide internationale (48 milliards de dollars).⁴

Cet énorme transfert de richesses pourrait se révéler être l'une des meilleures chances de sortir de la pauvreté bon nombre des plus pauvres du monde pendant cette génération. À ce jour toutefois, ce n'est pas le cas. L'économiste Paul Collier a relevé que sur le milliard de personnes les plus pauvres du monde, un tiers vivent dans des pays riches en ressources. Néanmoins, en raison de la faiblesse de la gouvernance et d'une corruption généralisée,

ces fonds n'arrivent pas toujours dans les caisses de l'État. En fait, beaucoup de ces pays riches en ressources sont pillés par les politiciens qui se sont vu confier le développement de l'économie de leur pays.

Ce sont principalement des sociétés qui sont utilisées pour transférer l'argent sale. La Banque mondiale a passé en revue 213 grandes affaires de corruption entre 1980 et 2010.⁵ Plus de 70% d'entre elles impliquaient le recours à des sociétés écrans opaques. Et ces sociétés opaques n'étaient pas seulement originaires d'îles ensoleillées des Caraïbes. Au contraire, les entreprises enregistrées aux États-Unis arrivaient en tête, suivies par les entreprises du Royaume-Uni, des dépendances de la Couronne britannique et de ses territoires d'outre-mer.

Les enquêtes menées par Global Witness ont révélé qu'en conséquence de l'utilisation de structures d'entreprise opaques, la population de la République démocratique du Congo avait perdu plus d'un milliard de dollars de revenus lors de la vente de ses mines de cuivre et de cobalt. Les mines ont été achetées par des firmes enregistrées aux Îles Vierges britanniques à une fraction (parfois 1/16e) de leur valeur réelle, pour être ensuite revendues – à des sociétés cotées à Londres au FTSE 100 – à un montant plus proche de leur véritable valeur marchande. Quelqu'un a ainsi empoché une fortune et des milliards auraient été détournés des caisses de l'État.⁶ De même, le fils du président de la Guinée équatoriale s'est servi de sociétés écrans californiennes pour acheter une demeure de 30 millions de dollars à Malibu et d'une société écran des Îles Vierges britanniques pour acheter un jet Gulfstream, en dépit de son modeste salaire officiel.⁷ Ces deux pays, la RD Congo et la Guinée équatoriale, sont riches en ressources naturelles, mais sont au bas de l'indice de développement humain.

Il est extrêmement facile de créer des sociétés opaques et des fiducies

Le gouvernement iranien s'est servi de sociétés écrans, notamment allemandes, pour se soustraire aux sanctions internationales en occultant l'identité du propriétaire de ses pétroliers⁸

Créer des structures d'entreprise complexes, actives dans plusieurs pays et dissimulant la véritable identité des propriétaires et contrôleurs effectifs, peut se faire rapidement, facilement et de manière relativement peu onéreuse. L'identité des personnes impliquées dans ces structures peut aisément être occultée de deux façons :⁹

- En enregistrant une ou plusieurs sociétés dans une juridiction qui garantit la confidentialité, en d'autres termes, dans un pays qui ne rend pas publiques les informations relatives aux actionnaires, aux bénéficiaires effectifs ou aux administrateurs.
- En utilisant des 'prête-noms'. Les prête-noms sont des hommes de paille qui dirigent une firme à la place des véritables propriétaires ou administrateurs. Ils sont légaux dans une vaste majorité de pays et, en règle générale, il n'existe aucune obligation de révéler que les noms mentionnés ne sont ceux de prête-noms.

QU'EST-CE QU'UN 'BÉNÉFICIAIRE EFFECTIF' ?

Un 'bénéficiaire effectif' est une personne physique – c'est-à-dire une personne en chair et en os, non pas une autre firme ou fiducie – qui exerce directement ou indirectement un contrôle considérable sur l'entreprise ou retire des avantages économiques considérables de l'entreprise.

Le Groupe d'action financière (GAFI, ou « Financial Action Task Force (FATF) » en anglais) est l'organe intergouvernemental qui fixe les normes mondiales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, sous la forme de recommandations que ses pays membres ont convenu de respecter. Ces recommandations précisent que des informations satisfaisantes et exactes concernant l'identité des bénéficiaires effectifs d'une entreprise doivent pouvoir être obtenues par les autorités en temps opportun.¹⁰ Afin d'essayer de se conformer à ces



Photo: Fabio Rodrigues Pozzebom / ABr

Le Président Obiang de Guinée équatoriale : son fils a utilisé des sociétés écrans californiennes pour acheter une maison de 30 millions de dollars à Malibu et une société écran des BVI pour acheter un jet Gulfstream, en dépit de son maigre salaire officiel.

recommandations, les pays ont coutume d'exiger que les banques et autres professions telles que les avocats et les prestataires de services aux sociétés connaissent le bénéficiaire effectif des sociétés clientes. Ce système ne fonctionne pas. Les raisons en sont les suivantes :

- **Dans de nombreux pays, les prestataires de services aux sociétés ne sont que trop disposés à contourner la loi.** Une évaluation mystère (une méthode de recherche utilisant les clients mystères) a testé la facilité avec laquelle les règles du GAFI relatives à la garantie d'une mise à disposition d'informations sur le bénéficiaire effectif pouvaient être éludées. Des courriels ont été envoyés à plus de 3 000 prestataires de services aux sociétés à travers le monde pour voir s'ils accepteraient de mettre sur pied une société sans connaître l'identité du bénéficiaire effectif. Un pourcentage alarmant (48%) des entreprises qui ont répondu étaient prêtes à créer une société opaque. Contrairement aux attentes, les prestataires de services aux sociétés aux États-Unis et au Royaume-Uni étaient davantage enclins à mettre en place une société opaque que ceux situés dans des juridictions qui garantissent la confidentialité telles que les Seychelles.
- **Un grand nombre des principales économies mondiales se montrent inefficaces pour empêcher que des sociétés soient utilisées par des blanchisseurs de capitaux.** Le GAFI procède à des examens pour contrôler si chaque pays met bien en œuvre ses recommandations. Six des huit pays du G8, dont l'Allemagne, figurent parmi les pays qui sont notés 'non conformes' ou seulement 'partiellement conformes' à la recommandation relative aux bénéficiaires effectifs.¹¹ De même, 18 des 27 États membres de l'UE figurent parmi les pays notés 'non conformes' ou seulement 'partiellement conformes' à ladite recommandation.¹²
- **De nombreux pays n'exigent pas que les banques, les avocats et les prestataires de services aux sociétés identifient le bénéficiaire effectif de toutes leurs sociétés clientes.** Par exemple, aux États-Unis, les banques ne sont pas tenues d'identifier les bénéficiaires effectifs de tous les comptes, et les avocats et prestataires de services aux sociétés n'ont absolument aucune obligation de chercher à connaître l'identité de leurs clients.

L'utilisation d'une fausse identité dans un passeport peut déboucher sur une longue peine d'emprisonnement. Par contre, toute personne désireuse de verser une petite somme d'argent peut créer une fausse identité pour une société et se cacher ensuite derrière cette société.

Les sociétés opaques facilitent aussi d'autres délits

La corruption dans les pays développés

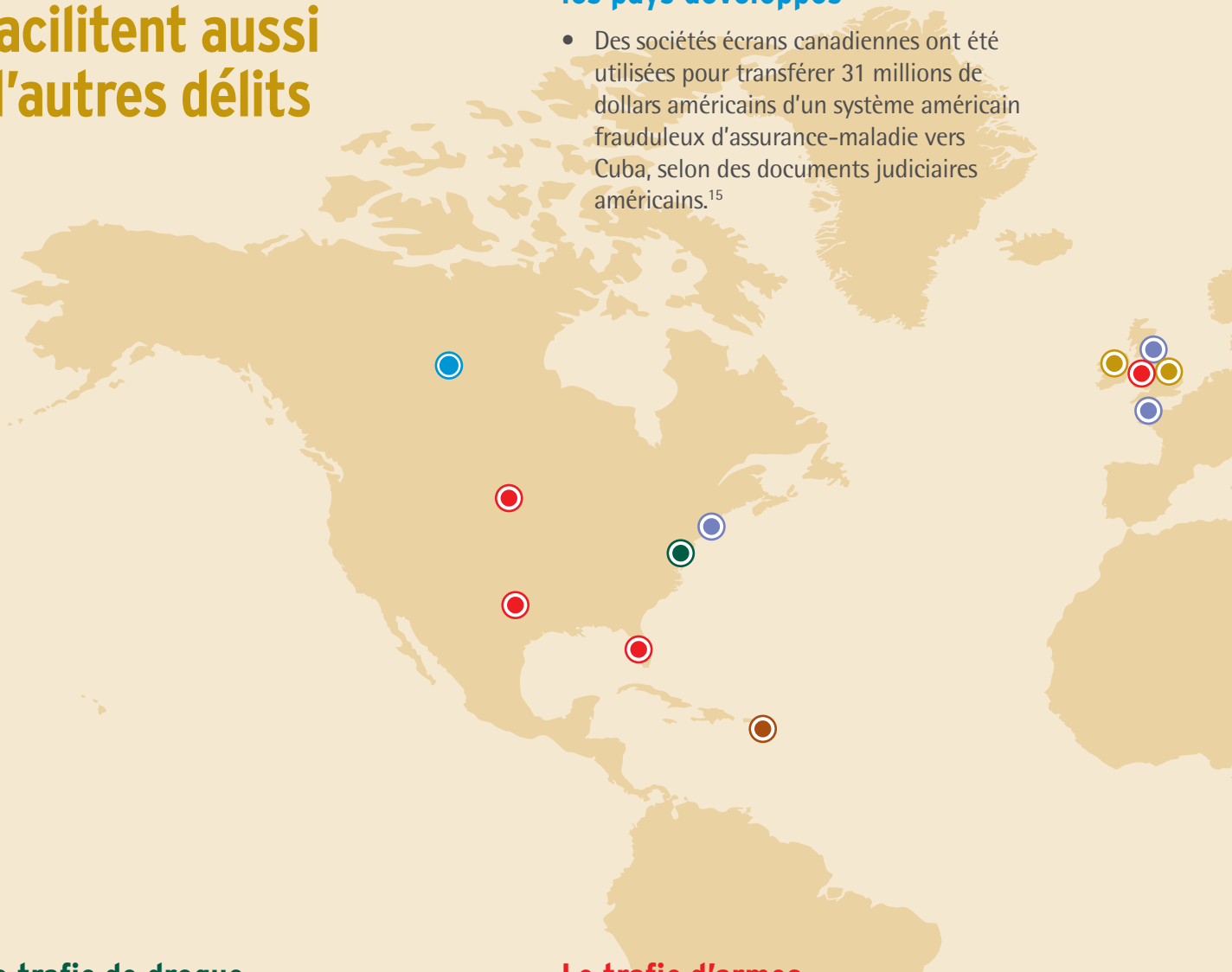
- Des sociétés écrans canadiennes ont été utilisées pour transférer 31 millions de dollars américains d'un système américain frauduleux d'assurance-maladie vers Cuba, selon des documents judiciaires américains.¹⁵

Le trafic de drogue

- Un baron de la drogue serbe et son frère sont accusés d'avoir utilisé des sociétés de l'Etat Américain du Delaware pour blanchir de l'argent provenant du trafic de cocaïne.¹³
- Une organisation de trafiquants de drogue opérant en Italie a blanchi des millions de dollars en utilisant des sociétés écrans d'Italie, des États-Unis et d'ailleurs.¹⁴

Le trafic d'armes

- Le marchand d'armes notoire Victor Bout a utilisé un réseau mondial de sociétés écrans, dont certaines immatriculées dans les états américains du Delaware, de Floride et du Texas, pour camoufler son trafic d'armes qui a alimenté des conflits à travers l'Afrique et dans le monde.
- Selon l'ONU, des licences d'armes ukrainiennes ont été octroyées à des sociétés écrans britanniques impliquées dans la fourniture de pièces d'hélicoptères à la Syrie, d'équipement militaire à la Libye de Kadhafi et de technologie nucléaire à la Lituanie.¹⁶
- Slobodan Milosevic s'est servi d'un réseau de milliers de sociétés écrans chypriotes en vue de fournitures d'armes pour la guerre contre la Bosnie et le Kosovo.¹⁷
- Pierre Falcone, reconnu coupable de trafic d'armes, a utilisé une société écran américaine pour transférer des millions de dollars de fonds suspects aux États-Unis.¹⁸



La mafia

- Les organisations mafieuses la Cosa Nostra et la Camorra se servent de sociétés écrans italiennes et autres pour blanchir d'énormes sommes d'argent.¹⁹
- La mafia italienne a utilisé des sociétés italiennes pour commettre une fraude au détriment de l'Union européenne portant sur des millions d'euros destinés à la revitalisation des régions les plus pauvres d'Europe.²⁰

La violation des sanctions

- Un gratte-ciel de Manhattan situé sur la 5e Avenue appartenait en partie à une société écran du gouvernement iranien. Les intérêts de l'Iran dans le bâtiment étaient dissimulés derrière des firmes new-yorkaises et des îles anglo-normandes.²⁴
- Des marchands d'armes ukrainiens sont soupçonnés d'avoir utilisé une société britannique pour assurer l'entretien et la fourniture de pièces d'avions de chasse au dictateur érythréen, violant ainsi l'embargo sur les armes décrété par l'ONU à l'encontre de l'Érythrée.²⁵
- Une firme britannique occultant son propriétaire effectif a été accusée d'avoir affrété un navire qui a envoyé des armes d'Ukraine au Soudan du Sud, en violation de l'embargo de l'ONU sur les armes en vigueur à l'époque.²⁶
- Le gouvernement iranien s'est servi de sociétés écrans d'Allemagne, de Malte et de Chypre pour se soustraire aux sanctions internationales en occultant l'identité du propriétaire de ses pétroliers.²⁷

Le versement de pots-de-vin

- Une filiale russe de Daimler a utilisé des sociétés immatriculées à Chypre, en Irlande et au Royaume-Uni pour verser des pots-de-vin à des responsables russes.²¹
- La firme d'armement britannique BAE Systems a payé 400 millions de dollars pour régler à l'amiable les accusations selon lesquelles elle avait versé des pots-de-vin à des fonctionnaires saoudiens responsables de l'approbation d'un achat massif d'armes, notamment en utilisant des sociétés écrans britanniques.²²
- Des truands russes se sont servis de sociétés écrans chypriotes pour blanchir des millions d'euros volés au moment de la privatisation des avoirs de l'État.²³

Liens avec des régimes répressifs

- En 2008, l'armée zimbabwéenne a, au nom du gouvernement zimbabwéen, pris le contrôle des mines de diamants de Marange en utilisant des troupes et des hélicoptères de combat, tuant et blessant de nombreux petits exploitants miniers au cours de leurs opérations. Depuis lors, le gouvernement a attribué des concessions minières diamantifères à plusieurs firmes dans des circonstances douteuses. L'une de ces firmes, Mbada Diamonds, est en partie contrôlée par des sociétés immatriculées aux Îles Vierges britanniques et à Maurice. Elle est dirigée par un homme qui, selon de nombreuses sources, serait l'ex-pilote d'hélicoptère du Président Mugabe.²⁸

Comment mettre un terme aux abus des sociétés opaques

Les pays devraient exiger que les entreprises rendent publics les renseignements relatifs à leur(s) bénéficiaire(s) effectif(s), gratuitement, dans un format de données ouvert. Le moyen le plus facile pour y arriver serait d'utiliser les registres d'entreprises existants, qu'ils soient actuellement consignés à un niveau national ou sous-national. De même, les pays devraient exiger que les noms des personnes qui se cachent derrière des fiducies et des fondations soient rendus publics.

Il est indispensable que les informations relatives aux bénéficiaires effectifs soient à la disposition du public, et pas seulement de la police ou d'autres autorités en charge de l'application des lois. Ceci, parce qu'il peut s'avérer extraordinairement difficile pour d'autres pays d'avoir accès à des ensembles hermétiques d'informations en passant par des procédures d'assistance judiciaire mutuelle souvent lourdes, onéreuses et très longues. C'est particulièrement vrai pour les pays en développement qui risquent de disposer de capacités limitées. Le fait que les informations relatives aux bénéficiaires effectifs soient dans le domaine public permet également aux citoyens, aux journalistes et à la société civile de réclamer des comptes aux sociétés (et à leurs propriétaires) pour leurs actes. Certains groupes commerciaux, dont la Fédération bancaire européenne et l'Institut britannique des directeurs, appuient la création de ce type de registres.²⁹

« 50 millions de dollars américains – l'économie de temps que cela représenterait pour la police si elle disposait d'un registre public des bénéficiaires effectifs. Il serait également plus facile de retrouver et de récupérer des avoirs volés, ce qui permettrait de faire d'autres économies. »

La collecte d'informations relatives aux bénéficiaires effectifs et leur mise dans le domaine public sont peu onéreuses. Deux analyses coûts-bénéfices ont été réalisées pour examiner le coût de la création d'un registre des bénéficiaires effectifs : l'une a été menée par le Royaume-Uni en 2002³⁰ et l'autre par la Commission européenne en 2007.³¹ Toutes deux ont conclu que les registres publics de bénéficiaires effectifs seraient plus rentables que l'état actuel des choses. Pour le Royaume-Uni, selon les estimations, l'inclusion des informations relatives aux bénéficiaires effectifs dans un registre consultable et actualisé à mesure que les propriétaires changent coûterait 4,6 millions de dollars pour sa mise en place et 13,4 millions de dollars par an pour son fonctionnement.³² Les bénéfices seraient considérablement plus élevés que les coûts. Par exemple, cela permettrait à la police d'économiser du temps dans ses enquêtes, cette économie étant évaluée à 50 millions de dollars par an.³³ Global



Victor Bout, un trafiquant d'armes reconnu, a utilisé des sociétés écrans américaines pour camoufler son trafic d'armes.

	Coûts pour le secteur privé	Coûts pour le secteur public
Coûts de transition non récurrents	39,7 millions de \$	820 000 \$
Coûts annuels	6,7 millions de \$	17,6 millions de \$

Tableau 1 : Coûts de la mise dans le domaine public des informations relatives aux bénéficiaires effectifs des sociétés si la situation venait à changer au Royaume-Uni

Witness a chargé les mêmes consultants que ceux qui ont réalisé l'analyse coûts-bénéfices en 2002 d'actualiser les chiffres des coûts. Leurs conclusions, qui figurent dans le tableau ci-dessus, démontrent que le fait de rendre publiques les informations relatives aux bénéficiaires effectifs s'avère relativement bon marché. Le rapport complet est disponible sur le site web de Global Witness.³⁴ Ces coûts sont principalement liés aux frais de collecte des informations sur les bénéficiaires effectifs ; une fois ces données collectées, les frais encourus pour les rendre publiques sont pratiquement nuls.

Exiger que les informations relatives aux bénéficiaires effectifs soient mises dans le domaine public n'implique pas beaucoup de formalités administratives. Par exemple, au Royaume-Uni, il est estimé que seules 1% des entreprises ont des bénéficiaires effectifs différents de leurs actionnaires légaux. En d'autres termes, pour 99% des sociétés, il serait extrêmement facile de savoir qui est leur bénéficiaire effectif.³⁵

Les pays devraient exercer des pressions sur les juridictions garantissant la confidentialité avec lesquelles ils ont des relations – en particulier le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne britannique – afin qu'elles adoptent une norme similaire.

DEUXIÈME PROBLÈME : Les banques ne sont que trop disposées à faire des affaires avec des sociétés opaques

Selon des estimations prudentes, plus de 450 milliards de dollars ont quitté illégalement les pays africains au cours de la dernière décennie. Des flux d'argent de cette importance ne pourraient exister si des banques et d'autres professionnels (tels que des agents immobiliers et des avocats) n'étaient pas disposés à faciliter les mouvements de capitaux, souvent avec l'aide de sociétés écrans opaques pour occulter le but des transactions. Comme l'a souligné Paul Collier, pour qu'il y ait corruption, il faut être trois : pas seulement la personne corrompue et la firme qui corrompt, mais également le facilitateur.³⁶

Les banques réalisent d'énormes profits en acceptant de faire des affaires avec de riches clients douteux. Et pourtant, en dépit de l'existence de lois contre le blanchiment de capitaux qui semblent plutôt strictes, les risques qu'elles encourent en acceptant des actifs sales sont moindres. Les banques se font rarement prendre et lorsque cela leur arrive, la sanction est insignifiante : les amendes peuvent paraître importantes aux yeux des simples citoyens, mais elles ne représentent souvent qu'une fraction des profits des banques ; et la responsabilité personnelle des banquiers est très limitée.

« Si vous êtes une personne importante et que vous travaillez pour une grande banque internationale, vous ne serez pas poursuivi, même si vous blanchissez neuf milliards de dollars. Même si vous êtes activement de connivence avec des gens au sommet du commerce international de stupéfiants, votre sanction sera bien moindre que celle d'une personne qui se trouve tout en bas de la pyramide mondiale du trafic de drogue. »

Matt Taibbi à propos de l'accord conclu par HSBC³⁷

L'affaire récente impliquant HSBC en est une parfaite illustration. En 2012, la banque a accepté de s'acquitter d'une amende record de 1,9 milliard de dollars infligée par les autorités américaines après avoir reconnu des manquements systématiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, entre autres le blanchiment de centaines de millions de dollars au moins pour des cartels de la drogue, des terroristes et des États parias. La Sous-Commission du Sénat qui avait mené l'enquête ayant abouti à cette découverte a qualifié la culture d'HSBC de « culture corrompue omniprésente ». ³⁸ Pendant ce temps, 47 000 personnes ont perdu la vie au Mexique, victimes des trafiquants de drogue.

Les problèmes d'HSBC ne peuvent être imputés à quelques erreurs momentanées de jugement commises par des responsables subalternes complaisants. Pendant dix ans,

les hauts dirigeants ont reçu à plusieurs reprises des avertissements émanant des régulateurs, se mettant néanmoins en défaut de faire le ménage dans la banque. L'amende réclamée à HSBC – 1,9 milliard de dollars – est la plus importante jamais infligée à une banque par des régulateurs. Pourtant, elle ne représente que 8,5% de ses bénéfices avant impôt pour 2012.³⁹ Les amendes payées par Standard Chartered, ING, le Crédit Suisse et d'autres grandes banques pour avoir violé des sanctions américaines au cours des dernières années vont dans le même sens – toutes représentent moins de 10% des bénéfices avant impôt d'une année.

Qui plus est, le problème de ces amendes est qu'elles portent préjudice aux actionnaires des banques, soit parce qu'ils touchent des dividendes moindres, soit parce que les investissements dans les affaires de la banque sont réduits, pas aux banquiers qui sont responsables d'avoir enfreint la loi. C'est un cas de 'pile je gagne, face tu perds' – les banquiers continuent de s'enrichir en touchant des bonus tandis que les actionnaires perdent de l'argent lorsque les banques sont sanctionnées. Ces sanctions qui visent les mauvaises personnes n'incitent pas les banques à changer de comportement.

Des éléments récents semblent indiquer que les banques sont tout à fait disposées à fermer les yeux sur l'argent sale et qu'elles ne s'emploient pas suffisamment à identifier les bénéficiaires effectifs de leurs clients. En 2011, la *Financial Services Authority* (Autorité des services financiers) du Royaume-Uni (aujourd'hui renommée *Financial Conduct Authority*, Autorité de contrôle financier) a réalisé une enquête sur 27 banques du Royaume-Uni, y compris sur toutes les grandes banques, pour voir si elles mettaient bien en œuvre les lois anti-blanchiment de capitaux. Trois quarts des banques, dont la majorité des grandes banques, avaient mis en place des procédures inadéquates pour débusquer l'argent sale. En outre, **un cinquième des banques n'avait pas identifié les bénéficiaires effectifs indirects qui exerçaient un contrôle sur le client.**

Au sein des banques, le respect de la loi est trop fréquemment considéré uniquement comme un coût. Des responsables du respect des normes ont confié à Global Witness qu'ils ne se sentaient souvent pas habilités à contester les décisions des divisions commerciales. Dans la plupart des banques, c'est le directeur des relations (la personne chargée d'attirer les entreprises), plutôt que le responsable du respect des normes, qui a le dernier mot au moment de décider si un client potentiel peut être accepté. Il est crucial de modifier l'équilibre des pouvoirs entre ces deux rôles afin de mettre davantage l'accent sur le respect des normes et afin de garantir que la priorité n'est pas accordée à l'augmentation des bénéfices au détriment de l'obligation qu'ont les banques de se conformer aux réglementations anti-blanchiment d'argent.

La conduite licite et éthique dans le secteur bancaire se heurte à un autre obstacle significatif : les récompenses octroyées au personnel bancaire pour leur comportement.

À l'heure actuelle, la rémunération des banquiers est presque exclusivement liée à l'argent qu'ils rapportent à leur institution, plutôt qu'à leur respect ou non des règles et réglementations applicables ou même aux intérêts à long terme de tous leurs clients.

Comment empêcher les banques d'accepter l'argent des politiciens corrompus

Le principal moyen d'empêcher les banques de faciliter le blanchiment d'argent serait de veiller à mettre en place un système plus efficace de mesures dissuasives. Les cadres supérieurs des banques devraient être tenus responsables individuellement des actes de leurs institutions ; les sanctions devraient être suffisamment dissuasives ; et les régulateurs devraient améliorer leur façon de faire appliquer les règles existantes qui rendent illégale l'acceptation d'argent sale.

À tout le moins, un membre du conseil d'administration devrait être explicitement responsable du respect, par la banque, des règles de diligence raisonnable appliquée à la lutte contre le blanchiment d'argent. Les banques devraient également lier les rémunérations au degré de 'conformité' de la banque : les bonus des hauts responsables des banques devraient être récupérés si la banque a été complice de blanchiment d'argent ; et les hauts cadres devraient se voir empêchés de travailler dans le secteur à la suite de tels manquements. Dans les cas les plus graves, ils devraient être inculpés et se retrouver derrière les barreaux s'ils sont reconnus coupables.

Afin d'être plus dissuasives, les sanctions à l'encontre des banques devraient également être renforcées par rapport à celles imposées actuellement. La base fixée pour calculer les sanctions pécuniaires devrait être revue de façon à veiller à ce que les banques aient financièrement intérêt à se conformer comme il se doit aux lois anti-blanchiment de capitaux. Pour commencer, il faudrait qu'une banque qui a commis de graves entorses aux règles perde tous les revenus générés par son activité illégale et se voit en outre infliger une amende supplémentaire comme moyen de dissuasion.

Des mesures devraient aussi être prises par les régulateurs en vue d'améliorer la façon dont ils font appliquer les réglementations existantes. Pour commencer, ils devraient réaliser des évaluations mystères afin de voir si les procédures de conformité mises en place par les banques fonctionnent dans la pratique. Il ne suffit pas simplement d'examiner les politiques définies par une institution. Les pays devraient suivre l'exemple de la FSA et procéder à des évaluations pour établir comment leurs banques gèrent le risque de blanchiment d'argent et si elles parviennent à identifier les véritables propriétaires qui se cachent derrière les sociétés écrans.

Un autre moyen d'empêcher les banques d'accepter de l'argent sale est de prendre des mesures visant à améliorer leur exercice du devoir de diligence à l'égard des clients à haut risque. Les banques devraient être tenues de réaliser un examen annuel des affaires qu'elles font avec des personnes politiquement exposées (PPE), c'est-à-dire des responsables publics qui, du fait de leur position, pourraient éventuellement avoir l'occasion de s'approprier des fonds publics ou d'accepter des pots-de-vin, ou des membres de leur famille ou des proches associés. Pour les PPE à haut risque, la charge de la preuve devrait être inversée, de façon à ce que ce soient ces clients qui aient à prouver que leurs fonds sont légitimes, plutôt que d'autoriser les banques à simplement trouver une explication plausible à leur fortune. À l'heure actuelle, si les banques peuvent trouver une explication un tant soit peu plausible à l'origine des fonds (par exemple des affirmations non vérifiées de gros héritage), elles peuvent les accepter.

Enfin, le **Groupe d'action financière (GAFI)** devrait mettre à profit l'attention qu'il porte aujourd'hui à la mise en œuvre efficace de ses normes par les pays pour faire pression sur ceux qui ne font pas suffisamment d'efforts pour s'attaquer au blanchiment de capitaux et à la corruption. Une bonne méthode pour amorcer ce processus serait que toutes les évaluations mutuelles, qui comptent souvent des centaines de pages, incluent un résumé avec les diverses recommandations formulées par ordre de priorité.



Photo: Todd Wiekert / CC

Il peut s'avérer plus facile de créer des sociétés opaques dans des pays du G8 tels que les États-Unis et le Royaume-Uni que dans des centres 'offshore' plus traditionnels tels que les Îles Caïmans.

Conclusion

« Un manque d'information sur ceux qui, en définitive, contrôlent, possèdent et profitent des entreprises débouche sur des stratagèmes agressifs pour éviter l'impôt, sur la fraude fiscale et sur le blanchiment de capitaux, réduisant les bases imposables et alimentant la corruption à travers le monde. Par conséquent, le G8 et l'UE doivent œuvrer ensemble pour garantir la pleine transparence sur le plan des bénéficiaires effectifs. »

Le Premier Ministre Britannique David Cameron, avril 2013⁴⁰

On constate une prise de conscience croissante du fait que le manque de transparence autour de ceux qui possèdent et contrôlent les sociétés, fiducies et autres structures d'entreprise favorise la corruption et l'évasion fiscale. Il y a également un mouvement grandissant en faveur d'une plus grande transparence autour de ceux qui possèdent et contrôlent les structures d'entreprise. Plus particulièrement, le Premier Ministre britannique a annoncé qu'il espérait tirer parti de la présidence britannique du G8 pour améliorer la transparence autour de la propriété des entreprises. Le gouvernement américain s'est engagé à garantir une plus grande transparence autour des bénéficiaires effectifs des sociétés américaines, via les engagements pris auprès du Partenariat pour un gouvernement transparent (*Open Government Partnership*, ou OGP), et à partir de 2016, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives exigera que les firmes qui exploitent les ressources naturelles et sollicitent l'octroi de licences déclarent les noms de leurs bénéficiaires effectifs. L'heure est venue d'agir.

Recommandations

Comment mettre fin aux abus des sociétés opaques

- Les pays devraient exiger que les entreprises, fiduciaires (ou « trusts » en anglais) et fondations mettent les informations relatives à leur(s) bénéficiaire(s) effectif(s) dans le domaine public, gratuitement, dans un format de données ouvert.
- Les pays devraient exercer des pressions sur les juridictions garantissant la confidentialité avec lesquelles ils ont des relations afin qu'elles adoptent une norme similaire.

Comment empêcher les banques d'accepter l'argent des politiciens corrompus

- Tenir les hauts responsables des banques personnellement responsables des actes de leurs institutions, notamment :
 - En désignant un membre du conseil d'administration responsable du respect, par sa banque, des lois anti-blanchiment de capitaux ;
 - En empêchant les cadres supérieurs de travailler dans le secteur lorsque des lois ont été enfreintes ;
- En liant la rémunération des banquiers au degré de 'conformité' des banques, notamment en récupérant les bonus s'il est établi que la banque s'est rendue complice de blanchiment de capitaux ;
- En renvoyant les hauts responsables des banques sur le banc des accusés dans les cas les plus graves.
- Accroître les sanctions imposées aux banques qui enfreignent la loi. Le point de départ devrait être que si une banque a commis de graves entorses aux règles, elle devrait perdre tous les revenus qu'elle a tirés de son activité illégale et se voir en outre infliger une amende supplémentaire comme moyen de dissuasion.
- Exiger que les régulateurs pratiquent des évaluations mystères et des contrôles aléatoires.
- Inverser la charge de la preuve de telle façon que ce soient les clients à haut risque qui doivent prouver que leurs fonds sont légitimes plutôt que de permettre aux banques de trouver une explication plausible à leur fortune.
- Veiller à ce que le Groupe d'action financière exerce des pressions sur les pays qui ne font pas suffisamment d'efforts pour s'attaquer au blanchiment de capitaux et à la corruption.



Photo: ASSOCIATED PRESS

Des responsables de HSBC témoignant devant le Sénat américain à propos des manquements systématiques de la banque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. Il faut que les hauts responsables de toutes les banques soient amenés à rendre compte des actes de leurs institutions.

Références

- 1 Prospect magazine, 'In pursuit of the \$21 trillion', 27 March 2013
- 2 World Bank, Overview of anticorruption work, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPUBLICSECTORANDGOVERNANCE/EXTANTICORRUPTION/0,contentMDK:21540659~menuPK:384461~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:384455,00.html>
- 3 'G8 Action Plan Principles to prevent the misuse of companies and legal arrangements', 18 juin 2013. 'UK Action Plan to prevent misuse of companies and legal arrangements', 18 juin 2013. Discours de David Cameron au sommet du Partenariat pour un gouvernement transparent, Londres, 31 octobre 2013, <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-speech-at-open-government-partnership-2013>. Le ministre français de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, a déclaré que son pays soutenait les registres publics [discours de Pierre Moscovici, 11 octobre 2013. <http://www.cfr.org/france/conversation-pierre-moscovici/p31546>] Pour de plus amples informations relatives aux endroits où des engagements ont été pris en matière de consultations sur la mise de l'identité des bénéficiaires effectifs dans le domaine public, voir le document d'information de Global Witness et de Christian Aid intitulé Company Ownership, http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/GW_CA_Company%20Ownership%20Paper_download2.pdf. L'UE discute actuellement des registres publics dans le cadre de la révision de la directive sur la lutte contre le blanchiment de capitaux.
- 4 WTO, 2011, 'International Trade Statistics, Merchandise trade by product' http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2011_e/its11_merch_trade_product_e.htm, OECD, 2011, 'Development at a Glance. ODA to Africa', p2 <http://www.oecd.org/dataoecd/40/27/42139250.pdf>
- 5 Stolen Asset Recovery Initiative, *Puppet masters: how the corrupt use legal structures to hide stolen assets and what to do about it*, 2011
- 6 Rapports et communiqués de presse de Global Witness, voir <http://www.globalwitness.org/campaigns/corruption/oil-gas-and-mining/secret-sales>
- 7 Permanent Subcommittee on Investigations, *United States Senate, Keeping Foreign Corruption out of the United States: Four Case Histories*, 2010
- 8 New York Times, 'Web of shell companies veils trade by Iran's ships', 7 June 2010 and New York Times, 'Companies linked to IRISL', 7 June 2010.
- 9 Pour un bref aperçu satirique des moyens dont dispose un criminel pour dissimuler son identité derrière une société, voir la brochure de Global Witness, « An idiot's guide to money laundering », disponible sur le site www.globalwitness.org
- 10 The Financial Action Task Force, *40 Recommendations*, February 2012, recommendation 12.
- 11 L'Allemagne, le Canada, le Japon et les États-Unis sont notés non conformes ; le Royaume-Uni et la Russie sont notés partiellement conformes.
- 12 L'Allemagne, la Grèce et la Lettonie sont notées non conformes. L'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni sont notés partiellement conformes.
- 13 Organized Crime and Corruption Reporting Project, "Brother of Drug Lord Charged with Money Laundering," available at <https://reportingproject.net/occrp/index.php/en/ccwatch/cc-watch-indepth/1350-brother-of-drug-lord-ari-charged-with-money-laundering>.
- 14 U.S. State Department, '2009 INCSR: Country Reports – Honduras through Mexico' <http://www.state.gov/j/inl/rls/nrcrpt/2009/vol1/116522.htm>.
- 15 Miami Herald, 'Feds: Medicare millions moved to Cuba through Canada, Trinidad and Mexico', 5 November 2012.
- 16 Business News Europe, *Ukraine defence exporters under fire for UN arms embargo breach*, 18 July 2012, http://www.bne.eu/storyf3813/Ukraine_defence_exporters_under_fire_for_UN_arms_embargo_breach, quoting a list provided by Ukrainian diplomats to the UK's arms export licenses parliamentary committee
- 17 Financial Times, 'Cyprus risks being a laundering haven', 26 July 2007
- 18 PSI Committee, *Keeping Foreign Corruption out of the United States*
- 19 La Direzione Investigativa Antimafia (Direction des enquêtes antimafia) du Ministère italien de l'Intérieur a signalé que les enquêtes sur le blanchiment de capitaux menées à la fin des années 1990 avaient révélé que les organisations mafieuses la Cosa Nostra et la Camorra utilisaient des sociétés écrans italiennes et internationales pour transférer d'énormes sommes d'argent. Ministère italien de l'Intérieur, Direzione Investigativa Antimafia, Assessment of the Institutional Activity Period 1992-2004, disponible sur le site http://www1.interno.gov.it/dip_ps/dia/eng/crono.htm
- 20 BBC Radio 4, File on Four, 'Fears over 'widespread' EU fraud involving the Mafia', 30 November 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-11848048> and BBC, 'Italy makes 'record' Mafia asset seizure', 14 September 2010
- 21 World Bank and UNODC Stolen Asset Recovery Initiative, *Puppet masters: how the corrupt use legal structures to hide stolen assets and what to do about it*, 2011, p1. Daimler's Russian subsidiary pleaded guilty to bribery under the US Foreign Corrupt Practices Act.
- 22 Jason Sharman, *The Money Laundry: Regulating Criminal Finance in the Global Economy*, 2011, p76
- 23 Financial Times, 'Cyprus risks being a laundering haven', 26 July 2007
- 24 Time Magazine, 'Why US law helps shield global criminality', 2 Feb 2010
- 25 Business News Europe, 'Ukraine defence exporters under fire for UN arms embargo breach', 18 July 2012, http://www.bne.eu/storyf3813/Ukraine_defence_exporters_under_fire_for_UN_arms_embargo_breach
- 26 BBC Radio 4, transcript of File on Four, *Arms sanctions*, 13 July 2010
- 27 New York Times, 'Web of shell companies veils trade by Iran's ships', 7 June 2010 and New York Times, 'Companies linked to IRISL', 7 June 2010
- 28 Global Witness, *Diamonds: A good deal for Zimbabwe?*, February 2012 <http://www.globalwitness.org/library/diamonds-good-deal-zimbabwe>
- 29 See op-ed from the IoD's director general: Simon Walker, 'Government has "anti-enterprise undercurrent"', The Telegraph, 15 August 2013. <http://www.telegraph.co.uk/finance/yourbusiness/10246151/Government-has-anti-enterprise-undercurrent.html>. 'EBF Position on the EC Proposal for a 4th EU AML Directive' 22 April 2013. <http://www.ebf-fbe.eu/>
- 30 HM Treasury/DTI, *Regulatory impact analysis, Disclosure of beneficial ownership of unlisted companies*, July 2002, http://www.hm-treasury.gov.uk/d/ownership_long.pdf
- 31 European Commission, *Cost benefit analysis of transparency requirements in the company/corporate field and banking sector relevant for the fight against money laundering and other financial crime*, 27 February 2007 http://transcrime.cs.unin.it/te/fso/publicazioni/AP/CBA-Study_Final_Report_revised_version.pdf
- 32 HM Treasury/DTI, *Regulatory impact analysis*
- 33 HM Treasury/DTI, *Regulatory impact analysis*
- 34 John Howell and Co Ltd, 'Costs of beneficial ownership declarations', avril 2013. Disponible sur le site www.globalwitness.org/howell. Les coûts sont les suivants – sociétés recueillant des informations sur les bénéficiaires effectifs au niveau interne : 14,08 millions de livres initialement et 266 500 £ par an ; sociétés déclarant leurs bénéficiaires effectifs auprès de l'administration du registre des sociétés (Companies House) pour la première fois après l'introduction du nouveau système dans le cadre de leur déclaration annuelle : 10,06 millions de livres ; changements pour le logiciel de la Companies House : 0,5 million de livres ; coûts récurrents pour les sociétés qui déclarent toute modification dans les informations : 4,11 millions de livres ; coûts récurrents pour la Companies House : 10,76 millions de livres. (taux de change utilisé : £1 = \$1,6377).
- 35 HM Treasury/DTI, *Regulatory impact analysis*. This was based on data from Companies House and credit reference agencies.
- 36 Globe and Mail, 'Through the G8, Canada can help Africa fight corruption', 20 April 2013
- 37 Rolling Stone, 'Outrageous HSBC settlement proves the drug war is a joke', 13 December 2012
- 38 Permanent Subcommittee on Investigations, *United States Senate, US vulnerabilities to money laundering, drugs and terrorist financing: HSBC case history*, July 2012.
- 39 Thomson Reuters blog, 'Biggest bank fines', <http://blog.thomsonreuters.com/index.php/biggest-bank-fines-graphic-of-the-day/>
- 40 Letter from David Cameron to Herman Van Rompuy, 24 April 2013 <https://www.gov.uk/government/news/pm-letter-to-the-eu-on-tax-evasion>

